

**VOUS** et votre entreprise

# Ces patrons qui ont le

Si le patronat n'est pas réputé pour être un terreau du socialisme, certains chefs d'entreprise clament pourtant leur attachement aux valeurs de gauche. Témoignages.

Par **Mathilde Damgé**



**C**hez nous, ça vote Sarkozy en quasi-totalité. » Cette petite phrase est relevée en pleine campagne présidentielle par un journaliste des *Échos* (édition du 18 avril 2007) à la sortie d'une réunion du Medef. Dans le même article, on peut lire les résultats d'une enquête réalisée par l'Ifop : « Plus de 50 % des dirigeants de PME voteront Sarkozy au premier tour. » Un score qui, sans constituer un scoop, a au moins le mérite d'indiquer la tendance. Au même moment, Ségolène Royal n'a reçu aucun soutien officiel des milieux patronaux. La lourdeur d'un droit social complexe, des charges jugées toujours trop importantes par rapport aux autres pays industrialisés... La difficulté d'entreprendre est souvent pointée du doigt par les patrons français. Ces derniers se reconnaissent donc plus naturellement dans le "capitalisme d'entrepreneurs" revendiqué par Nicolas Sarkozy que dans des valeurs de gauche qui voudraient "encadrer" le libéralisme. Pourtant, les questions sociales au travail se posent avec d'autant plus d'acuité que la pression s'accroît sur les entreprises et leurs salariés.

**Les valeurs de gauche ont le vent en poupe.** Parmi les enjeux majeurs que devront affronter les chefs d'entreprise de demain, les questions d'intégration et de diversité seront déterminantes. C'est ce qui ressort d'une étude du cabinet Pactes Conseil, réalisée auprès de 17 "témoins" du monde de l'entre-

FOTOLIA/MICHAEL FLIPPO/LO

# CŒUR À GAUCHE

prise (dirigeants, DRH, syndicalistes), au cours de l'année 2006 et publiée en septembre dernier. Le constat de Thierry Heurteaux, qui a codirigé cette étude, est sans appel : « *Quelle est la place du travail dans nos sociétés ? Faute d'y apporter une réponse claire, nous nous empêtrons dans nos contradictions. Nous nous étonnons que les jeunes aient perdu le sens du travail et, dans certains quartiers, nous admettons que 40 % d'entre eux soient au chômage et survivent grâce aux économies parallèles. Nous affirmons que le travail est un vecteur de socialisation, mais nous laissons à la porte de nos entreprises les moins de 25 ans, les plus de 50, les beurs, les blacks, les handicapés, les non-diplômés, les excentriques, ceux qui ont une mauvaise adresse. En réalité, toute une frange de la population qui a besoin de trouver des repères sociaux solides.* »

**La vague "éthique".** Commerce équitable, bonnes pratiques de gouvernance, développement durable... La croissance maîtrisée et la responsabilité sociale des entreprises ont le vent en poupe. L'apparition de ces nouveaux enjeux permet aux patrons du CAC 40 de surfer sur la vague éthique. C'est aussi un filon marketing pour les agences de communication, qui misent sur l'obligation des entreprises cotées de publier des rapports à ce sujet. Pourtant, à y regarder de plus près, les grands groupes communiquent essentiellement sur les conditions de travail dans les pays où ils sous-traitent ou délocalisent leur activité. L'intégration de la diversité ou la réflexion sur les types de contrats existants sont aujourd'hui moins présentes dans leur discours. Peut-être parce que le sujet est moins porteur. Ou qu'il est plus sensible.



## TÉMOIGNAGE

### En devenant dirigeant, j'ai pu mettre en œuvre mon rêve d'entreprise idéale

**FRÉDÉRIC DUVAL**, dirigeant de Territoires Publics



Il se définit comme « *un patron qui a compris que l'on peut réconcilier économie compétitive et progrès social* ». Depuis 20 ans qu'il possède sa carte

du Parti socialiste, Frédéric Duval s'est positionné à « *la droite de la gauche* ». Étudiant, il a fait partie des clubs rocardiens, avant de diriger le Mouvement des jeunes socialistes à Paris. Son engagement s'est poursuivi dans les cabinets qu'il a dirigés au sein de mairies de plusieurs communes d'Île-de-France. Devenu chef d'entreprise, Frédéric Duval est aujourd'hui membre du **Centre** des jeunes dirigeants et ne brigue plus de mandats politiques, même s'il continue à être actif au sein du Parti. Pour ce patron de 39 ans, être de gauche implique une vision différente de la gestion d'entreprise : « *En devenant dirigeant, j'ai pu mettre en œuvre mon*

*rêve d'entreprise idéale* ». Parmi ses résolutions : une transparence totale, « *Le premier comme le dernier dans la chaîne décisionnelle dispose de la même information* ». Et des primes équivalentes : « *Quand on gagne un client, on le gagne ensemble. Évidemment, reconnaît-il, il est plus facile d'appliquer de tels principes dans une petite entreprise que dans une grande structure, où l'on a du mal à contrôler que tout le monde joue le jeu.* »

#### TERRITOIRES PUBLICS >> Repères

- **ACTIVITÉ** : agence de relations publiques destinée au monde local
- **VILLE** : Paris (Île-de-France)
- **FORME JURIDIQUE** : SARL
- **DIRIGEANT** : Frédéric Duval, 39 ans
- **ANNÉE DE CRÉATION** : 2004
- **EFFECTIF** : 6 salariés
- **CA 2006** : 340 000 euros
- **RÉSULTAT NET 2006** : NC

A contrario, les PME, elles, n'hésitent pas à prendre position. Selon une enquête réalisée par *Chef d'Entreprise Magazine* en septembre 2005, les dirigeants de PME étaient 7,5 % à affirmer que l'une de leurs principales motivations était de créer des emplois. Un chiffre significatif au regard des réponses qui suivaient : le goût du pouvoir (5,5 %) ou celui des revenus élevés (5 %). S'il ne se définit pas forcément comme tel, le patron "socialement responsable" existe donc

bel et bien ! Sur son blog, « *Le blog d'un patron de gauche* » (manager.over-blog.org), le dirigeant d'une PME francilienne du secteur des nouvelles technologies exprime ses convictions sous couvert d'anonymat : « *J'ai toujours voté à gauche. Être patron de gauche, ce n'est pas faire de l'angélisme, c'est chercher à créer de la richesse, pour les salariés et pour les actionnaires, et à créer des emplois.* » Concernant le développement durable, le dirigeant ajoute que « *l'absence d'enga-*

gement pour cette cause est un facteur majeur du chômage. »

Une prise de position pas si rare puisqu'il suffit d'écrire à la délégation aux PME du PS pour obtenir une longue liste de contacts de dirigeants. Parmi eux, Alain Martin-Rabaud, dirigeant de Métride, une PME de Rhône-Alpes experte en mesure dimensionnelle, se décrit comme un « patron engagé ». Reconnaissant que la petite taille de son entreprise (cinq salariés) l'autorise à plus de souplesse, il raconte comment son équipe l'a convaincu de recruter un senior. « Chez nous, même le recrutement est participatif », souligne-t-il. De son côté, Thierry C., à la tête d'une entreprise de santé employant vingt-cinq salariés, précise : « Je suis entrepreneur

dans l'âme, sans culpabilisation. Mais contourner le libéralisme par la gauche en lui imposant de mettre la globalisation au service des hommes est une question de survie pour notre civilisation. »

**Des patrons plus pragmatiques que dogmatiques.** Pourtant, même au Parti socialiste, la prudence est de mise quand il s'agit de caractériser le patronat sur l'échiquier politique : « Mon entreprise n'est ni de gauche ni de droite, s'indigne Pierre-Alain Weill, délégué national aux PME/TPE et chef d'entreprise. Nous avons une sensibilité qui nous pousse à nous intéresser à la gestion participative ou à la lutte contre la discrimination à l'embauche mais j'espère que les patrons dits de droite font la même chose ! » Un refus des positions dog-

matiques partagé par Frédéric Duval, directeur d'une agence de relations publiques, qui se présente comme un patron de gauche décomplexé. Certes fidèle au PS, il s'agace de son manque de connaissance de l'univers des PME : « Je suis favorable à l'idée de redistribuer les fruits de la croissance... à condition qu'il y ait quelque chose à partager ! »

Paradoxalement, si l'on étudie les mesures les plus avant-gardistes, on s'aperçoit que les pratiques "socialement responsables" sont le plus souvent le fait de chefs d'entreprise politiquement "athées". Les initiatives de Yann Orpin, dirigeant de Cleaning, une petite société de nettoyage, forcent le respect. Pour ses services administratifs, il recrute des personnes handicapées, n'embauche qu'en CDI et aménage les horaires pour les mères seules. Juriste de formation, il aide ses salariés dans leurs démarches administratives. « Parfois, l'emploi tient à un simple prêt qui va permettre à un salarié de s'acheter un scooter pour venir travailler », précise-t-il. Et pourtant, le dirigeant nordiste refuse tout étiquetage politique : « C'est du bon sens, teinté de générosité, reconnaît-il. Mais certainement pas un bulletin dans une urne ! » ■



## TÉMOIGNAGE

### Être de gauche n'empêche pas d'être rentable

VINCENT GUIBERT, dirigeant d'ACDE Conseil



S'il est une expression qu'il affectionne, c'est celle d' « entreprise responsable ». Vincent Guibert l'explique : « Au milieu des changements

que nous vivons – mondialisation, concurrence toujours plus forte... –, nous sommes de ceux qui croient qu'il faut remettre l'humain au cœur des préoccupations de l'entreprise. »

À écouter ce dirigeant inscrit au Parti socialiste depuis le 22 avril 2002, son activité professionnelle serait le terrain d'expérimentation parfait pour chercher à concilier les valeurs de la gauche et les impératifs du marché. « L'entreprise, ce n'est pas le Club Med ! Nous prenons en compte les attentes des salariés, mais l'on sait que pour gagner plus, il faudra travailler plus. Être de gauche n'empêche pas de vouloir être rentable. » Ce pragmatisme, Vincent Guibert l'applique de la même façon avec ses clients :

« Quand nous accompagnons un équipementier automobile pour l'aider à manager une équipe sur fond de délocalisation, on ne peut rien changer à la délocalisation en elle-même. Mais nous voulons convaincre notre client de se poser la question suivante : comment associer mes salariés à l'évolution de l'entreprise ? Nous essayons d'attirer son attention sur l'aspect émotionnel, par exemple, et pas seulement sur la seule rentabilité de l'affaire. »

#### ACDE CONSEIL Repères

- **ACTIVITÉ** : conseil en management
- **VILLE** : Issy-les-Moulineaux (Île-de-France)
- **FORME JURIDIQUE** : SARL
- **DIRIGEANT** : Vincent Guibert, 48 ans
- **ANNÉE DE CRÉATION** : 2003
- **EFFECTIF** : 8 salariés
- **CA 2006** : 950 000 euros
- **RÉSULTAT NET 2006** : 36 000 euros



Mon entreprise n'est ni de gauche ni de droite.

**PIERRE-ALAIN WEILL**, délégué national aux PME/TPE du Parti socialiste et chef d'entreprise